

**DECISION N° 12.25.243**

**Objet : Déclaration préalable n°0954282500210 relative à la mise en place de clôtures supplémentaires dans le cadre de la sécurisation des accès aux écoles maternelles Pasteur 1 et Pasteur 2.**

**Le Maire de la Ville de Montmorency,**

VU les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code l'urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

VU la délibération n° 1 du Conseil Municipal en date du 16 juillet 2020 déléguant au Maire des pouvoirs dans la limite des prescriptions contenues dans l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la demande de déclaration préalable n°0954282500210 déposée en date du 02/12/2025,

CONSIDERANT l'intérêt de mettre en place des clôtures supplémentaires afin de créer des sas d'entrée pour les accès des écoles maternelles Pasteur 1 et Pasteur 2, dans le but de renforcer la sécurité des usagers (élèves, familles, enseignants) et de mieux contrôler les entrées et sorties de ces établissements.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** De solliciter, par le biais d'une déclaration préalable de travaux, l'autorisation de réaliser des travaux de sécurisation du groupe scolaire Pasteur.

**ARTICLE 2** D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à la déclaration préalable susvisée.

**ARTICLE 3** La présente décision sera transmise à Monsieur le Sous-préfet de Sarcelles et transcrite sur le registre des délibérations du Conseil Municipal.

Montmorency, le 03 décembre 2025

Transmise en S/Pref. le : 16 JAN. 2026

Publiée le : 16 JAN. 2026

Affichée le :

Certifiée exécutoire par le Maire,

Montmorency, le



Pour le maire  
et par délégation,  
Le D.G.A.S.



**me THORY**  
**Maire de Montmorency**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire.

Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du Maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Ville pendant ce délai.